

© AFP



TCIR-99-52-T
PROP. EXH. P107/41B
TENDREZ M 14/3/2002
PW 42: MUSAHA A

www.PressED.ort.fr

K0115432

© AFP Général - 06 Juillet 1994 - 11:43 GMT - 13:43 Heure Paris

Rwanda France - Le gouvernement intérimaire rwandais "ne croit pas du tout" aux déclarations du FPR. - de l'un des envoyés spéciaux de l'AFP, Michel CARIOU - GISENYI (Rwanda), 6 juil (300 MOTS).

Le gouvernement intérimaire rwandais "ne croit pas du tout aux déclarations" du Front patriotique rwandais (FPR - rébellion tutsie) selon lesquelles les rebelles n'ont pas l'intention d'affronter les forces françaises, a déclaré mercredi, à Gisenyi, siège du gouvernement, au nord-ouest du Rwanda, un porte-parole de la présidence.

"Nous ne croyons pas du tout à ces déclarations: ils disent cela pour berner la communauté internationale", a affirmé à l'AFP le conseiller aux Affaires politiques de la présidence de la République Ferdinand Nahimana, ajoutant que le FPR "a déjà dit à plusieurs reprises que les hostilités s'arrêteraient alors qu'elles avaient continué".

"La France ne doit pas se tromper: le FPR n'hésitera pas à frapper là où il n'a pas encore frappé", selon le conseiller.

Concernant une éventuelle implantation d'un hôpital militaire belge en territoire rwandais, dans le cadre de l'opération Turquoise, le gouvernement intérimaire estime qu'il est "trop tôt pour qu'un Belge puisse venir dans le pays" car "la population n'est pas prête à accepter une telle présence", a affirmé le conseiller.

Par ailleurs, M. Nahimana a réaffirmé sa confiance dans l'"intervention humanitaire française" en réitérant toutefois la demande du gouvernement que la "zone humanitaire sûre" englobe toute la zone gouvernementale (ouest du Rwanda) et pas uniquement le sud-ouest du pays.

Enfin le conseiller a attribué la prise de Kigali par le FPR au "manque de munitions des Forces armées rwandaises (FAR)".

"Nos difficultés ces derniers jours résident dans le fait qu'on nous a imposé un embargo sur les armes. Nous avons un très gros problème de munitions: pour nous approvisionner, nous devons passer par mille et un chemins", a conclu le conseiller, sans donner plus de précisions sur ces chemins.

mc/mhj/jmc